

**Parce qu'une bonne
protection n'a de sens
que si elle protège
tout le monde...
pour longtemps.**



COMMUNICATION
sur le **progrès**
(COP)
par France Sécurité

**du 16 mars 2013
au 16 mars 2014**



la protection rapprochée

Principes relatifs aux Droits de l'Homme

1 • ÉVALUATION, POLITIQUE ET OBJECTIFS

L'évaluation des risques encourus par notre société concernant le non respect des Droits de l'Homme se situe essentiellement au niveau des tierces parties.

Notre politique d'entreprise s'attache à notre volonté de faire respecter les Droits de l'Homme dans notre organisation, ainsi que dans notre sphère d'influence.

Nous sommes déterminés à mener notre activité de manière :

- Ethique
- Professionnelle
- Légale

France Sécurité considère ses fournisseurs comme des partenaires et travaille avec eux pour améliorer la livraison des produits et les services aux clients conformément à la politique de la société.

France Sécurité s'est investi dans le travail avec ses fournisseurs pour s'assurer que le Mieux-être des employés et les conditions de travail tout au long de la chaîne répondent aux règles en vigueur.

2 • MISE EN ŒUVRE

France Sécurité s'est engagée dans la démarche de responsabilité sociétale selon la norme ISO 26000.

Cela nous a conduit à définir et communiquer les valeurs de notre entreprise, ainsi que les besoins et attentes de nos parties prenantes.

Notre politique d'engagement est communiquée :

- au travers de notre plaquette Responsabilité Sociétale, diffusée à l'ensemble de nos parties prenantes
- lors de l'intégration des nouveaux salariés, et disponible sur notre intranet
- à l'ensemble des salariés par les responsables de service.

Nous sollicitons nos fournisseurs ainsi que nos sous-traitants à s'engager dans une démarche de responsabilité sociétale, ainsi que dans l'adoption des principes du Pacte Mondial relatif aux Droits de l'Homme.

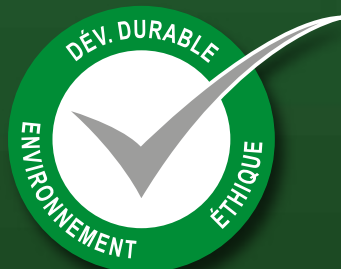
En plus du questionnaire d'homologation et d'évaluation fournisseur, nous commanditons périodiquement des audits fournisseurs intégrant les notions de vérification du respect des Droits de l'Homme, ainsi que la loyauté des pratiques.

La Hotline "Exprimez-vous" permet à l'ensemble du personnel d'alerter, en toute confidentialité, des informations relatives à une situation de non respect des règles éthiques auxquelles notre société s'astreint.

3 • MESURE DES RÉSULTATS

Nous suivons les indicateurs suivants :

- Lancement d'une nouvelle campagne d'évaluation avec l'engagement du respect des Droits de l'Homme de nos fournisseurs.
- 17 fournisseurs import ont fait l'objet d'une visite et/ou d'un audit complet,
- Réalisation d'audit de nos sous-traitants,
- En 2013 la Hotline n'a enregistré aucun appel dénonçant des pratiques condamnées par la société.



Principes relatifs aux Droits du Travail

1 • ÉVALUATION, POLITIQUE ET OBJECTIFS

France sécurité s'engage à mettre en œuvre les actions nécessaires permettant d'améliorer les conditions de travail et de sécurité des salariés.

Ces actions se déclinent selon 3 axes :

- Gestion des risques professionnels
- Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences
- Accroissement de l'attractivité de la société auprès de son personnel (bien-être)

Afin de démontrer notre volonté d'améliorer les conditions de travail et de sécurité des salariés, France Sécurité s'engage, au travers d'un projet d'entreprise «l'Odyssée MASE» dans une démarche de certification MASE (**Manuel d'Amélioration de la Sécurité des Entreprises**). Notre objectif est d'obtenir la certification MASE d'au moins 8 de nos sites pour le deuxième semestre 2014. Nous avons défini et communiqué en septembre 2013, notre politique SSE (**S**écurité **S**anté **E**nvironnement) nationale. De cette politique nous avons déterminé et ciblé des actions spécifiques et appropriées aux conditions et à l'environnement des différentes agences.

2 • MISE EN ŒUVRE

Gestion des risques professionnels :

Nous avons sur 2013 consolidé nos actions initiées en 2011 et ainsi poursuivi la mise en œuvre de notre plan d'actions basé sur l'analyse des risques professionnels.

Ce plan d'actions comprend :

- La revue de nos documents unique sur chaque établissement
- La mise en place d'un comité de pilotage MASE National
- Le déploiement de la structure «Relais MASE» pour les sites concernés par la certification
- La mise en place d'un tableau de bord National et Local
- Le déploiement des actions préventives par les référents sécurité et les Relais MASE
- La mise en œuvre des causeries SSE à tous les niveaux de l'entreprise
- L'initialisation des premières formations aux risques routiers
- Le déploiement du livret «Risques Routiers»
- La planification et réalisation d'audits internes "HSE"

Ces actions sont complétées et améliorées lors de l'analyse des causes de chaque accident du travail.

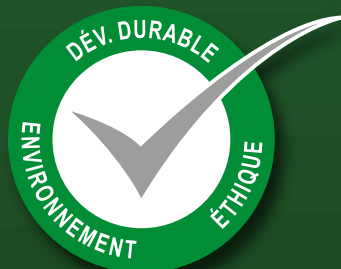
Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences :

En 2013, nous poursuivons notre démarche de GPEC :

- Création des nouvelles fiches d'attributions et évolutions par métier en privilégiant la notion d'employabilité
- Mise en place d'une nouvelle méthodologie d'entretien annuel
- 4 réunions du comité de négociation GPEC
- Poursuite des négociations GPEC suivant un socle global : GPEC, Contrat Génération, Egalité Femme/Homme

L'élaboration du plan de formation 2014 s'est appuyé sur :

- Le recensement des besoins individuels de formation (questionnaire 2013 croisé entre demandes des salariés et identification du management)
- Les obligations légales (SST, CACES,...), ainsi que les besoins en termes de sécurité et d'environnement (risques routiers, éco-conduite...)
- Les compétences requises par métier (évolutions et nouvelles techniques).



Ce plan de formation permet de s'assurer :

- De l'adéquation entre les compétences requises et celles des salariés
- Des besoins de développement individuel
- Du maintien de l'employabilité
- Et d'encourager une démarche citoyenne.

Accroissement de l'attractivité de la société auprès de son personnel :

Afin d'améliorer la qualité de l'environnement de travail du personnel, nous avons installé de nouveaux logiciels spécifiques permettant de professionnaliser les activités de chacun :

- Logiciel d'aide à la prévision de nos besoins de stocks et aux approvisionnements ;
- Logiciel d'aide à la gestion de nos plateformes, WMS installé dans notre nouvelle plateforme nationale de Grandchamp-des-Fontaines proche de Nantes ;
- Logiciel d'aide à la gestion des dotations de vêtements (GONTRAN), pour nos clients ;
- Logiciel d'aide à la gestion des EPI de Classe 3 (VISION), pour nos clients.

Notre intranet dédié à la communication et l'information sur la responsabilité sociale permet à l'ensemble des salariés de s'impliquer activement dans notre démarche.

On y retrouve :

- Un espace dédié «Portail MASE»
- Le manuel Responsabilité Sociale
- L'engagement de France Sécurité (charte éthique, code de déontologie, Global Compact Cop...)
- Les indicateurs de la Responsabilité Sociale (sécurité et environnement)
- Une information régulière sur nos actions et nos progrès
- Les documents du système de management intégré (Qualité, sécurité, environnement)
- Forum de la Responsabilité Sociale ;
- Mise en avant des bons gestes individuels quotidiens (chasse au gaspillage, partage des meilleures pratiques, co-voiturage, promotion des actions caritatives initiées par les salariés...)

Nous sollicitons systématiquement, lors de nos recrutements, les cellules emploi des personnes handicapées.

3 • MESURE DES RÉSULTATS

Nous suivons les indicateurs suivants :
évolution 2012/2013

- Taux de fréquence : amélioration de 77.92%
- Taux de gravité : amélioration de 96.13%
- Nombre d'accidents routiers avec tort : amélioration de 44,44%

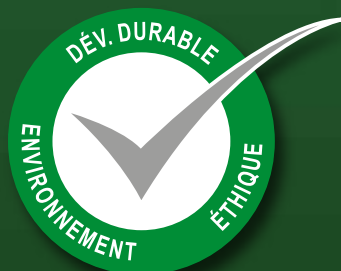
La mise en place des mesures sur 2013 a permis de diminuer la fréquence des accidents, ainsi que leur durée.

Notre effectif est constitué de :

- 52% d'hommes
- 48% de femmes
- 15% de - de 25 ans
- Ancienneté moyenne de 9 ans

Nous produisons également chaque année notre "Bilan social" permettant de communiquer nos résultats, nos progrès, ainsi que les actions à mener.

Nous devons sur 2014 poursuivre nos actions et accroître la sensibilisation de notre personnel.



Principes relatifs à l'environnement

1 • ÉVALUATION, POLITIQUE ET OBJECTIFS

Depuis de nombreuses années, France Sécurité réduit son impact sur l'environnement en s'obligeant de façon permanente à une amélioration continue.

Chaque acteur, à son niveau, est responsable :

- de l'identification des incidences, quelles qu'elles soient, liées à ses activités, produits et services, défavorables à l'environnement,
- de la mise en application et du maintien du système de management conforme à la politique de la société, en incluant les besoins des clients.

Nos objectifs 2014 sont de poursuivre nos actions pour réduire nos consommations énergétiques, réduire la production de déchets et accroître notre taux de recyclage.

Notre nouvelle activité de maintenance et de contrôle des EPI, prodiguée par notre Station EPI, permettra sur 2014 de proposer à nos clients le recyclage des EPI de Classe 3. Cette activité est pourvue d'une organisation assurant le respect de l'environnement en récupérant notamment les eaux usées après nos actions de nettoyage et de désinfection des EPI Classe 3.

2 • MISE EN ŒUVRE

Afin de réduire l'impact de notre activité sur l'environnement, nous poursuivons le développement de l'échange de données avec nos clients et fournisseurs par le biais de l'EDI, des commandes WEB et l'envoi des accusés de réception de commandes en format numérique.

Les documents relatifs aux commandes sont également disponibles en format numérique pour nos clients sur notre service Web.

Notre nouveau service personnalisation a développé un logiciel d'aide à la gestion de dotation de vêtements (GONTRAN), permettant à nos clients de réaliser et suivre leurs commandes de dotations et de faciliter les échanges numériques.

Nos actions pour optimiser les transports des marchandises de nos fournisseurs et de nos clients ont consisté :

- A mettre en place un logiciel spécifique d'aide à la prévision des besoins de stocks, permettant ainsi d'optimiser les commandes auprès de nos fournisseurs et ayant pour effet de réduire le nombre de livraisons ;
- A sensibiliser nos fournisseurs au respect de nos exigences de livraison des commandes complètes ;
- A initier un logiciel spécifique à la gestion de plateforme, contribuant notamment à l'optimiser les expéditions vers nos clients.

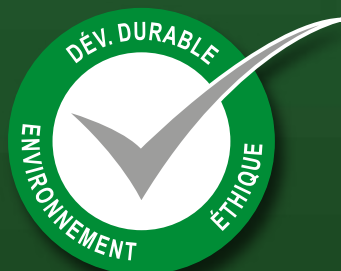
Chaque site dispose d'un point de collecte des consommables d'imprimantes usagés, pour recyclage dans un centre agréé. Les sites de Brest, Bordeaux et Lyon réalisent le tri du papier depuis 2013.

Le tri des déchets ainsi que la réutilisation des cartons sont intégrés dans le flux de préparation de nos commandes.

L'ensemble de nos commandes sont préparées avec des cartons recyclés.

Afin de sensibiliser le personnel de France Sécurité, nous poursuivons notre campagne de communication sur la responsabilité sociétale.

Ces communications sont intégrées dans une rubrique "Le geste simple de la responsabilité sociétale" d'une "News" mensuelle. Les objectifs de ces messages sont de faire prendre conscience au personnel de France Sécurité de la nécessité de réduire nos déchets, nos consommations d'énergie et les impacts de notre activité sur l'environnement grâce à des gestes quotidiens.



Nous engageons et soutenons le personnel de France Sécurité à participer à des manifestations caritatives dans le cadre de notre investissement responsable.

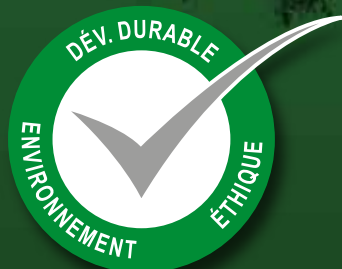
Le choix des véhicules se fait avec la préoccupation de réduire nos émissions de CO². Nous avons mis en place le suivi de consommation de carburant par véhicule et par personne, afin de détecter les anomalies de consommation.

3 • MESURE DES RÉSULTATS

Nous suivons les indicateurs suivants : évolution 2012/2013

- % d'intégration de nos commandes par EDI et WEB = +12%
- Les 178 visioconférences ont permis de réduire considérablement les déplacements (180 834 km non parcourus soit un équivalent de 4,5 fois le tour de la terre ou 47% du trajet Terre-Lune)
- Taux de recyclage : 52%
- Augmentation des déchets en raison de l'ouverture de notre plateforme nationale
- Les déchets par salarié : recyclés : 29,5 kg - non recyclés : 25,4 kg
- Les consommations électriques rapportées à la surface des bâtiments : diminution de 10,4%
- Les consommations de gaz rapportées à la surface des bâtiments : diminution de 26,0%
- Les consommations essence (en Litres) : augmentation de 4,2% en cohérence avec l'augmentation du périmètre commercial
- Bilan carbone : augmentation de 3,7% de notre impact en raison de l'accroissement de 30,6% de la surface globale de nos sites.

Le personnel de France Sécurité a participé à une manifestation pour la lutte contre le cancer du sein.



Principes relatifs à la lutte contre la corruption

1 • ÉVALUATION, POLITIQUE ET OBJECTIFS

Notre politique de lutte contre la corruption est stipulée dans notre code de déontologie.

Conflits d'intérêts :

Tous les employés doivent éviter les situations où leurs intérêts personnels risquent d'entrer en conflit, ou semblent entrer en conflit, avec les intérêts de la société. Notre réputation dépend non seulement de la haute qualité de nos services et produits, mais aussi de la façon dont nous menons nos relations avec les fournisseurs, les fonctionnaires du gouvernement, les organisations et toute personne ou organisation externe à la société.

Chaque employé(e) doit s'assurer que sa conduite ne lui donne pas, ou ne semble pas lui donner un avantage personnel aux dépens de la société ou d'un contact commercial externe.

Emettre ou recevoir des paiements ou incitations illégaux, tels que des pots-de-vin, est contraire à la charte de la société ; les fonds et les ressources de la société ne devront pas être utilisés directement ni indirectement dans ce but.

Relations avec les clients et les fournisseurs :

Chaque employé(e) doit s'assurer qu'aucun compromis n'a été fait concernant les principes stricts régissant la qualité de nos services et produits, et que tous les aspects de nos opérations ayant un impact sur la qualité soutiennent et reflètent ces principes. Personne ne doit profiter injustement d'une autre personne par manipulation, dissimulation, abus d'informations privilégiées ou présentation erronée de faits matériels.

Le don et la réception de cadeaux, invitations et avantages entre employés et fournisseurs ou autres personnes externes au groupe représentent une source potentielle de conflit d'intérêt. Tout cadeau significatif, considéré comme ayant influencé une prise de décision, est inacceptable.

2 • MISE EN ŒUVRE

Le code de déontologie est communiqué lors de l'intégration des nouveaux salariés. Il est affiché dans chaque site.

Une communication ciblée a été réalisée auprès de l'ensemble du personnel plus particulièrement exposé, afin de rappeler nos principes de lutte contre la corruption. Cette communication a été appuyée par de petits films, au nombre de 9, permettant à chacun de comprendre ce qui est acceptable de ce qui ne l'est pas.

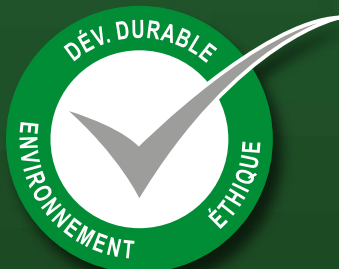
Une demande d'acceptation de cadeau a été mise en place. Cette demande est à faire auprès de la Direction.

Un rappel de nos principes a été réalisé auprès de nos fournisseurs.

3 • MESURE DES RÉSULTATS

Nous n'avons pas enregistré d'appel sur la Hotline "Exprimez-vous" sur la période.

Nous n'avons enregistré aucune demande d'acceptation de cadeau.



www.france-securite.fr



la protection rapprochée